



## DECLARATION DES ELUS CGT AU CCSE DU 29 SEPTEMBRE 2020 CONCERNANT L'INFORMATION CONSULTATION SUR LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE CHEZ RENAULT S.A.S. DU PROJET DE PLAN D'ÉCONOMIE DU GROUPE RENAULT

L'absence de l'exécutif lors de la séance plénière ayant pour objet le recueil des avis des organisations syndicales concernant le projet de plan d'économie en France en dit long sur le respect que les membres du CEG portent aux salariés et à leurs représentants !

**La CGT a déjà fait la remarque à plusieurs reprises et dans différentes instances : ce plan d'économie vise la suppression de 15 000 emplois dans le monde dont 4600 en France. C'est une fois de plus une réponse au diktat des marchés financiers.**

De plus M. DE MEO ne s'en cache pas, il déclare être dans l'obligation de faire d'autres signes d'ici la fin de l'année.

Les salariés les connaissent trop bien ces signes et surtout leurs conséquences : **dégradation de leur vie et de celle de leur famille ainsi qu'une forte dégradation des conditions de travail en ingénierie, tertiaire et fabrication pour ceux qui resteront dans l'entreprise.**

Ce plan de suppression de postes a déjà débuté depuis 2019 comme le prouvent les chiffres et propos des interventions lors des

Observatoires Des Métiers que les organisations syndicales ont suivi et subi durant le mois septembre !

Des représentants des Ressources Humaines accompagnés des directeurs de différents secteurs de l'ingénierie et du tertiaire nous ont décliné des tableaux de fonctions plus ou moins élaborés pour en conclure un nombre de suppression de postes plus important que les souhaits de la direction générale. Un excès de zèle qui pose question !

**Nous parlons de femmes et d'hommes qui font vivre l'entreprise et se retrouveront demain en plan de cessation de carrière ou pour une grande partie d'entre eux dans des plans de reconversion à l'issue incertaine leur demandant beaucoup d'engagement personnel et de sacrifices.**

Actuellement ce sont 2800 salariés CDI Renault de l'ingénierie et du tertiaire qui sont concernés et environ 5300 prestataires étudiant nos futurs projets ou ce qu'il en reste.

Certains directeurs nous ont avoué être impuissants face aux injonctions de la direction

générale : « on m'a imposé – 20% sur les salariés, je ne sais pas comment je vais accomplir la charge de travail, mais il le faut ».

Nous avons pu constater lors de la lecture du rapport SECAFI une certaine forme d'omission, de rétention d'informations, voire d'hypocrisie, relative à des éléments techniques et chiffrés à la disposition des experts et des représentants des salariés, orchestrés par les différentes directions sollicitées.

Dans la restitution de l'expertise, aucune information approfondie sur la stratégie industrielle pour la France, en ce qui concerne l'avenir de la Fonderie de Bretagne, de Choisy Le Roi, de Douai, de Dieppe, sur la reconversion de Flins en économie circulaire, sur le maintien d'assemblage de Véhicules Utilitaires Légers à Maubeuge, Sandouville, Bantilly.

Pas plus d'information pour les sites de mécanique Cléon et Le Mans, qui seront impactés par les baisses de capacité industrielle.

Les élus sont en droit de s'interroger sur le véritable périmètre de ce plan d'économie et

**Une certitude apparait clairement dans votre plan d'économie : sans aucune stratégie, le tertiaire, l'ingénierie et l'industriel seront en France les grands perdants.**

sur sa pertinence.

Pour ce qui est des sites dans le monde nous n'aurons aucune information, bien que plus de 10 000 emplois soient concernés.

Ce qui est certain c'est que Renault veut pouvoir bénéficier des droits sociaux au rabais,

principalement dans des pays où la représentation syndicale est inexistante.

Au Brésil, l'entreprise a licencié 747 salariés fin juillet, sans aucune forme de procès, alors qu'une grande partie d'entre eux étaient victimes de la pandémie qui ravage la planète.

De nombreux emplois seront supprimés dans votre obstination à réduire les coûts fixes sans se préoccuper de l'humain, des métiers qui composent l'entreprise.

Quelle empreinte Renault va-t-elle laisser sur le territoire ?

Vous vous gargarisez d'avoir un bon niveau de dialogue social chez Renault mais une fois de plus vous démontrez l'hypocrisie de vos propos en transformant cette expertise en mascarade et le dialogue social en fourberie.

Les engagements pris lors de discussion autour de la lettre de mission ne sont pas tenus, en particulier ceux concernant les comparaisons entre sites tant en productivité qu'en coût réel de distribution. C'est inadmissible !

Le dialogue social ce n'est pas des gesticulations qui n'impressionnent que des naïfs et font le chou gras des organisations de collaborateurs. La direction de Renault poursuit son monologue et conduit les salariés à la régression sociale.

**En conséquence les élus CGT du CCSE VOTERONT CONTRE ce plan de destruction d'emplois, de casse industrielle et d'abandon de la filière automobile en France qui ne dit pas son nom.**